

SOEC



OFFICE DU NIGER  
PROGRAMME ARPON

GESTION DES RESSOURCES (EAU-TERRE)  
ET PARTICIPATION PAYSANNE A L'OFFICE DU NIGER  
(Deuxième Phase)

**END**  
Sociologie  
Office du Niger

RIZICULTURE INTENSIVE ET SYSTEME DE PRODUCTION PAYSAN  
A L'OFFICE DU NIGER

RAPPORT FINAL

URD  
BIBLIOTHEQUE  
N° I 11  
Date: 01/10/1990

Dr. Mamadou DIAWARA, anthropologue  
Ousseini DOUMBIA, agronome  
Consultants

Kokry, Octobre 1990

## S O M M A I R E

1. INTRODUCTION .....	1
1.1. Le système de l'Office du Niger.....	1
1.2. La logique paysanne .....	1
2. METHODOLOGIE .....	3
2.1. Echantillonnage .....	3
2.2. Villages échantillons .....	4
3. LES FACTEURS DE BLOCAGE .....	7
3.1. Le constat du blocage .....	7
3.2. La pauvreté du paysan .....	8
3.3. La soudure .....	9
3.4. La politique d'installation de l'ON .....	9
3.5. Problème infrastructurel .....	9
3.6. Problème d'extensification des cultures .....	10
4. L'ENCADREMENT .....	11
4.1. Cas de Kokry .....	11
4.2. Manque de communication entre l'encadrement et les paysans .....	11
4.2.1. Encadrement et systèmes de vulgarisation.....	11
4.2.2. Encadrement et non résidence .....	11
4.2.3. Encadrement et champ de démonstration .....	12
4.2.4. Encadrement et participation paysanne.....	12
4.3. "Round-Up" ou produit anti-diga .....	13
4.4. Exemple de l'encadrement .....	15
4.5. Encadrement et suivi .....	17
4.5.1. Champ semencier .....	17
4.5.2. Les tests .....	17
4.6. Encadrement et repiquage .....	18
4.7. Le poids de l'administration .....	20
4.7.1. Le paiement de l'impôt .....	20
4.7.2. La divagation .....	20
4.7.3. L'utilisation de bois de chauffe .....	20
5. L'ECONOMIE FEMININE DANS LE SECTEUR DE KOKRY .....	21
5.1. Femmes et maraîchage .....	21
5.1.1. La terre .....	21
5.1.2. L'eau .....	22
5.1.3. La production .....	22
5.1.4. La chute des prix .....	23
5.1.5. L'épargne .....	23

5.2. La décortiqueuse .....	24
5.2.1. Problème de gestion .....	24
5.2.2. Demande .....	25
5.3. Moulin .....	25
5.4. Rizière et cultures sèches .....	25
5.4.1. Femmes et riziculture .....	25
5.4.2. Femmes et cultures sèches .....	26
5.5. Autres activités économiques et sociales communautaires .....	26
5.6. Alphabétisation .....	27
5.7. Commerce .....	27
5.8. Cas des villages non réaménagés .....	28
5.9. Contrainte masculine .....	28
6. LOGIQUE PAYSANNE D'INVESTISSEMENT .....	30
6.1. Elevage .....	30
6.2. Mariage .....	31
6.3. Organisations paysannes .....	31
7. ENDETTEMENT ET CREDIT .....	32
7.1. Dettes privées .....	32
7.2. Dettes publiques .....	32
7.3. Le crédit .....	34
7.3.1. Le crédit équipement .....	34
7.3.2. Le crédit: affaire des hommes (mâles).....	34
7.3.3. Le crédit de soudure .....	34
7.4. La redevance-eau .....	34
8. COMMERCIALISATION .....	35
8.1. Le blocage .....	35
8.2. Le pont-bascule .....	35
9. CONCLUSION - RECOMMANDATIONS .....	36

## LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

### TABLEAUX

<u>Tableau 1</u> : Tableau des échantillons .....	6
<u>Tableau 2</u> : Tableau récapitulatif de moyenne de taille d'exploitation et de production .....	7
<u>Tableau 3</u> : Tableau synoptique du programme de test du round-up .....	15
<u>Tableau 4</u> : Tableau comparatif des productions de l'exploitant, de l'encadrement ou du parent de celui-ci - 1989-90 .....	16
<u>Tableau 5</u> : Impact du programme d'appui sur les rendements de l'UP1 - Village de Oula (Groupe de solidarité n°4).	18
<u>Tableau 6</u> : Tableau synoptique des formes d'épargne féminine...	30
<u>Tableau 7</u> : Tableau synoptique des formes d'épargne masculine..	30
<u>Tableau 8</u> : Situation d'endettement des six villages enquêtés..	32
<u>Tableau 9</u> : Situation des villages débiteurs - FDV - Secteur de Kokry .....	33

### FIGURES

<u>Figure 1</u> : La stratégie de survie du paysan de l'Office du Niger (secteur de Kokry) .....	2
<u>Figure 2</u> : Le cercle vicieux .....	8
<u>Figure 3</u> : Les facteurs de blocage de la production .....	36

## 1. INTRODUCTION

Dans le cadre de la deuxième phase de l'étude "Gestion des ressources (Eau-Terre) et participation paysanne à l'Office du Niger", une collecte d'éléments d'appréciation qualitatifs a commencé à partir du 6 juillet auprès de l'encadrement du Programme ARPON et de l'Office du Niger; elle s'est poursuivie sur le terrain. Au cours de cette étude, conformément aux termes de référence, on cerner les points suivants ont été cernés:

- la typologie des stratégies paysannes,
- les facteurs de blocage de l'intensification,
- la logique paysanne d'investissement,
- l'endettement et
- la commercialisation.

L'étude de la première phase avait permis de dégager la complexité du système de production des exploitants du secteur de Kokry. Il comportait selon les cas la culture en casier (C), la culture en hors-casier (HC), la culture sèche (CS), le maraîchage (M), l'élevage (E), la pêche (P), l'artisanat (A) et le commerce (Cce). Chaque paysan fonde sur quelques-uns (ou sur l'ensemble) de ces domaines d'activités sa stratégie de lutte contre les aléas.

Ce sont ici l'eau, la terre, les intrants, etc.

### 1.1. Le système de l'Office du Niger

L'Office du Niger est un grand périmètre irrigué où la logique productiviste classique de l'Etat colonial français et de l'Etat post colonial malien ont prévalu et prévalent encore. Jadis c'était le coton, sa production s'est soldée par un échec, ensuite ce fut le riz dont la production a connu et connaît encore de grosses difficultés.

Depuis l'introduction du Projet ARPON, on table sur l'option de l'intensification rizicole mais avec une politique d'auto-promotion paysanne. Cette conception a été épousée par le gouvernement du Mali et à travers lui par l'ON depuis le milieu des années 1980. Dans tous les cas, il s'agit de réaménager des terres et de faire produire plus de riz.

### 1.2. La logique paysanne

La logique productiviste de l'Etat qui table sur la monoculture affronte celle de ruraux ayant une forte tradition faite de moyens pour se prémunir contre l'aléa naturel<sup>(1)</sup>. Le paysan de l'ON, au lieu de s'en tenir à une production rizicole aléatoire,

---

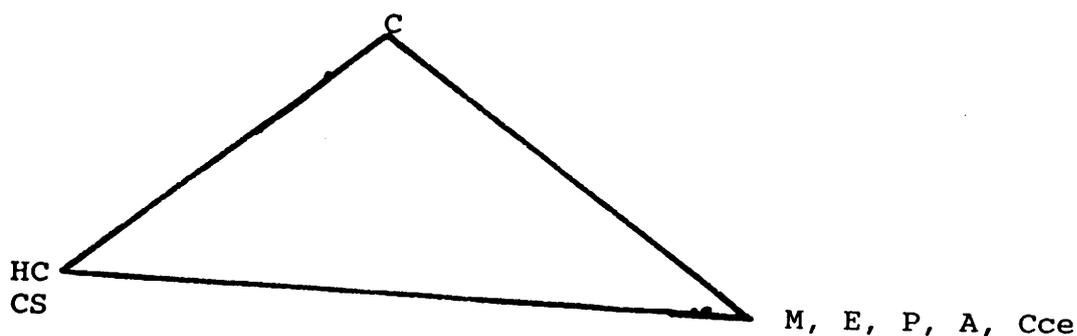
1) Cf. Bouderbala, N., 1987: "Logique foncière de l'Etat et logique foncière des exploitants dans les grands périmètres d'irrigation au Maroc", in Documents systèmes Agraires, N°6, p.343-350.

campe sur sa stratégie de survie fondée sur 2 à 3 pôles au moins (cf. figure 1). Lorsqu'il en a les moyens, il élabore un système triangulaire fondé sur:

- la culture en casier (C), l'élément indispensable pour être exploitant à l'ON,
- la production en hors-casier (HC) <sup>(1)</sup>, celle des cultures sèches (CS),
- le maraîchage (M), l'élevage (E), la pêche (P), l'artisanat (A), le commerce (Cce), etc.

Ainsi le paysan marche sur plusieurs pieds.

Figure 1: La stratégie de survie du paysan de l'ON (secteur de Kokry)



Concrètement la situation se présente comme suit:

Les ruraux de Konona qui ont toujours jadis refusé d'être exploitants dans la zone de l'Office du Niger l'ont fait à partir du moment où la sécheresse handicapée la céréaliculture. Ceux de Kokry-Bozo en vinrent à la riziculture après l'appauvrissement des réserves poissonnières tandis que nombre d'éleveurs ruinés par les épizoties, notamment ceux de Koutiala-Coura, descendent dans la rizière. Dans les trois cas, c'est un système de production sinistré qui met la riziculture à contribution pour atteindre son équilibre économique, en porte-à-faux par rapport aux objectifs d'intensification de l'Office du Niger, basés sur la quasi monoculture du coton (jadis) ou du riz (aujourd'hui). Comment prétendre ignorer le complexe représenté par tout le système de production paysan pour vouloir y substituer la riziculture intensive.

A partir du moment où l'ON met en place sa nouvelle politique à priori favorable au paysan, il est intéressant d'analyser ce qui bloque la production et la réhabilitation selon les paysans.

---

1) Des paysans de Kokry-Bozo et de Konona pensent que la seule solution à leur problème est l'extension des superficies exploitées en hors-casiers.

## 2. METHODOLOGIE

### 2.1. Echantillonnage

Le secteur de Kokry compte 23 villages, soit 1.203 familles. Le total des familles des villages (au nombre de trois) faisant l'objet de l'enquête exhaustive de la première phase est de 229. Il reste donc 974 familles (1.203 - 229).

La deuxième phase de l'étude, une analyse qualitative, portera non plus sur l'ensemble des familles restantes, mais sur des échantillons choisis d'après les critères établis par la Division Recherche et Développement (cf. Recherche sur les systèmes de production). Un échantillon comporte quatre éléments: une famille aisée, une moyenne, une démunie et une famille d'exploitants non-résidants.

Les critères de définition de ces catégories sont les suivantes (1):

Type I: C'est une famille qui réside au village, elle diversifie son activité de production et possède en moyenne plus de 3 boeufs de labour (BL) et plus de 3 travailleurs hommes (TH). Sa superficie en casier est supérieure à 7 ha et la riziculture n'y est pas tellement intensive. Elle possède le nécessaire, ignore la soudure, conserve ses semences, paie ses dettes antérieures et bénéficie d'une position sociale importante dans le village.

Type II: Cette famille habite le village, ses activités économiques sont peu nombreuses ou plutôt limitées. Elle possède 2-4 BL, 2-4 TH avec une superficie en casier de 3-7 ha. Elle s'intéresse à l'intensification. Comme bien la famille possède le plus urgent, elle connaît des fois la soudure et conserve normalement sa semence et règle ses dettes antérieures si tout va bien. Sa position sociale peut être importante ou pas.

Type III: Ce type de famille est résidante, elle a une ou deux activités. Ses BL et TH vont de 0 à 2 et sa superficie est inférieure à 4 ha. Elle intensifie peu et possède peu de bien, connaît la soudure, garde rarement ses semences et paie difficilement ses dettes. Sa position sociale dans le village n'est pas particulière.

Type IV: C'est une exploitation de non-résidant qui a construit ou non et qui a des activités non agricoles. Elle est sous-équipée et intensifie très peu(2).

---

1) DRD-ARPON, décembre 1989: "Typologie des exploitants dans le cadre de la recherche de systèmes de production", pp.8.

2) Pour des raisons de commodité, nous avons sciemment confondu les deux catégories de non-résidants distinguées par la DRD.

Partant de cette typologie se dégage un total de 243,5 échantillons théoriques (974 : 4), soit 12 par village théorique (243,5 : 20). Nous choisirons de travailler pour une question de commodité sur 7 échantillons soit un peu plus de 50 % des échantillons, c'est-à-dire 14,37 % de la population considérée (28 familles x 5 villages x 100 : 974) et 11,63 % de la population totale du secteur (28 x 5 x 100 : 1203).

## 2.2. Villages échantillons

On distingue 4 zones géo-économiques contrastées dans le secteur:

- Les villages du nord et du nord-est en partie situés sur le Fala du Boky-Wéré, avec une disponibilité de terre en zone exondée et en casier;
- les localités qui longent le canal de Kokry et qui se contentent en majorité des activités dans le casier;
- les villages de l'est, correspondant à ceux du pays mossi, samogho;
- les villages entre le premier et le deuxième groupe.

En fonction des systèmes de production en partie analysés au cours de la première étude et discutés avec l'ensemble de l'encadrement du secteur de Kokry, cinq villages types ont été dégagés:

### Konona

La population de Konona vit d'abord de culture sèche (CS): mil, sorgho. Elle complétait ses revenus grâce aux produits de ses parcelles hors-casiers riz, tout en produisant des légumes surtout par les femmes.

Konona présente les mêmes caractéristiques que Foulabougou, Massabougou, Tomi et Sampana. Tous, exceptés Foulabougou et Massabougou, vinrent à la riziculture suite aux années de sécheresse. Konona a été préféré à Sampana parce que ses superficies emblavées en culture pluviale lui sont supérieures. Konona se résume ainsi:

C (casier) + HC (hors-casier) + M (maraîchage) + E (élevage).

### Kokry-Bozo

C'est un village unique en son genre. A l'origine, une localité de pêcheurs, ses habitants, commerçants de poissons et occasionnellement d'autres produits se convertissent à la riziculture et au maraîchage à partir de l'appauvrissement des réserves poissonnières. Kokry-Bozo se présente ainsi:

C + Cce (commerce) + P (pêche) + M + E.

Ces deux premiers types économiquement ruinés choisissent l'Office du Niger et ses terres irriguées comme planche de salut.

### Namsiguio

Namsiguio est un village de l'UP1, seule unité de production du secteur non encore réaménagée qui présente la particularité de mieux produire que certaines UP réhabilitées. La localité est membre d'une association de 6 villages appelée Benkadi qui oeuvre à la promotion économique et sociale de ses membres.

Puisque le village ne compte que 16 familles qui ne suffisent pas pour représenter l'ensemble des 7 échantillons, il sera complété par Tougan-coura et cela pour plusieurs raisons: Tougan-Coura est le seul village samogho parmi les 6 de l'UP1, il est confronté à plusieurs problèmes sociaux liés à la terre.

Namsiguio et Tougan-Coura présentent les mêmes aspects que Kononga, Oula, Rassogoma et Rimassa. Leur système de production se résume ainsi: C + HC + M + E.

### Darsalam

Avec 60 % d'exploitants non-résidants, Darsalam bat le record du secteur en la matière. Il peut valablement représenter les villages tels que Kankan et Médine; leur système de production est le suivant: C + M + E.

### Koutiala-Coura

Son système ressemble à celui de plusieurs autres villages à ceci près que Koutiala-Coura pratique le maraîchage tout au long de l'année. Bamako-Coura, Kokry-Colon, Nara, San-Coura, Sansanding-Coura et Ségou-Coura sont du même type: C + M + E.

Pour obtenir les échantillons, la population de chaque village a été classée selon les 4 types sus cités avec le concours de l'encadrement. Ainsi, le pourcentage de chacune des catégories dégagées a été calculé par rapport à la population réelle de la localité (cf. tableau 1).

Sur ce, ces pourcentages ont été rapportés à une population d'un échantillon de 28 familles pour permettre de refléter fidèlement chaque village dans l'échantillon qui le représente.

Tableau 1: Tableau des échantillons

VILLAGES	I				II				III				IV				TOTAUX			
	Nbre	%	éch	soit expl	Nbre	%	éch	soit expl	Nbre	%	éch	soit expl	Nbre	%	éch	soit expl	Nbre	%	éch	soit expl
Darsalam	1	1,03	0,28	0	6	6,18	1,73	2	35	36,08	10,10	10	55	56,7	15,87	16	97	100	27,98	28
Kokry-Bozo	15	11,81	3,30	3	69	54,33	15,21	15	41	32,28	9,03	9	2	1,57	0,43	1	127	100	27,97	28
Konona	4	9,09	2,54	2	23	52,27	14,63	15	14	31,81	8,90	9	3	6,81	1,90	2	44	100	27,97	28
Koutiala-Coura	4	6,66	1,86	2	11	18,33	5,13	5	13	21,66	6,06	6	32	53,33	14,93	15	60	100	27,98	28
Namsiguio	3	20	5,6	6	7	46,66	13,06	13	5	33,33	9,33	9	0	0	0	0	15	100	27,99	28
TOTAUX	27	7,87		13	116	33,81		50	108	31,48		43	92	26,82		34	343	100		140

N.B. I = Paysan aisé

II = Paysan moyen

III = Paysan démuni

IV = Exploitant non résident

Expl = Exploitation

% réel x 28

$$\text{Ech} = \frac{\quad}{100}$$

### 3. LES FACTEURS DE BLOCAGE DE L'INTENSIFICATION

#### 3.1. Le constat du blocage

Darsalam offre un bon exemple en la matière. Prenons trois situations:

- A : année d'avant réaménagement  
 B : année du réaménagement  
 C : année d'après réaménagement.

Tableau 2: Tableau récapitulatif de moyenne de taille d'exploitation et de production

VILLAGES	CATEGORIE	AVANT REAMENAGEMENT A		REAMENAGEMENT B		APRES REAMENAGEMENT C		TAUX D'EVOLUTION DES RENDEMENTS MOYENS DE		
		Taille moyenne (ha)	Rendement moyen (kg/ha)	Taille moyenne (ha)	Rendement moyen (kg/ha)	Taille moyenne (ha)	Rendement moyen (kg/ha)	A à B	B à C	A à C
Darsalam	I	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	II	10,25	1.126	5,25	3.595	6,00	0.856	+219,27 %	-76,18 %	-23,97 %
	III	4,03	1.898	4,00	2.194	3,60	0.481	+015,59 %	-63,08 %	-74,65 %
	IV	5,08	1.593	4,03	2.644	3,87	0.643	+065,97 %	-75,68 %	-59,63 %
Total		2,79	1.596	4,42	2.811	4,49	0.660	+076,12 %	-76,52 %	-58,64 %
Kokry-Bozo	I	-	-	2,90	3.250	2,93	1.516	-	-53,35	-
	II	-	-	3,84	3.179	3,84	1.649	-	-48,12	-
	III	-	-	2,25	2.374	2,25	1.358	-	-42,79	-
	IV	-	-	-	-	3,00	2.000	-	-	-
Total		-	-	8,89	2.927	12,02	1.650	-	-56,37	-
Konona	I	3,50	0.101	3,40	1.774	2,90	981	+ 1.756	0.011,66	+ 1.861
	II	3,86	0.158	4,25	1.318	4,22	2.231	0.734	0.069,27	+ 1.312
	III	2,33	0.104	3,66	0.633	3,72	2.041	0.508	0.222,43	+ 1.862
	IV	-	-	4,20	1.637	3,37	1.699	-	0.003,78	-
Total		3,07	0.140	3,84	1.103	3,90	2.127	0.687	0.092,83	+ 1.419
Koutiala-Coura	I	12,50	0.973	11,25	2.305	11,25	2.711	+ 136	+17,61	+ 178
	II	7,00	0.520	4,80	2.623	4,80	2.624	+ 404	0,03	+ 404
	III	6,25	0.768	3,75	3.332	3,75	2.460	+ 333	-26,17	+ 220
	IV	3,83	0.918	4,30	2.788	4,30	2.569	+ 203	- 7,85	+ 179
Total		6,25	0.806	4,80	2.755	21,10	2.586	+ 241	- 6,13	+ 220
T O T A U X		4,03	0.847	5,48	2.399	10,37	1.755	+334,70	- 57,96	+1.580,38

On passe ici d'une hausse de 76 % de A à B à une chute de 77 % de B à C, soit un effondrement de 57 % de A à C.

Les résultats sont spectaculaires à Konona où on enregistre respectivement +687, +93 et +1419 %.

Un autre cas intéressant, c'est le formidable bond du rendement dans les villages de l'UP1 qui bénéficièrent de deux actions décisives du Projet ARPON (cf. 4.6.):

1. le programme d'appui
2. l'action ferme semencière.

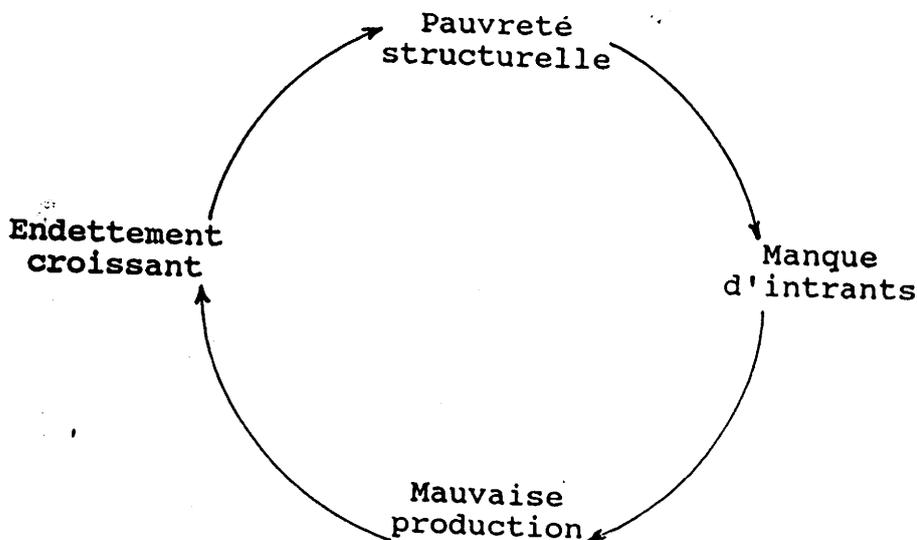
La conséquence a été une progression de rendement de 335 % de l'année d'avant programme à l'année d'après, il y a eu un bond total de 1580 %!

Pourquoi alors observe-t-on des tendances contraires dans le secteur avec des cas comme Darsalam? Les raisons sont multiples.

### 3.2. Pauvreté du paysan

Le paysan du secteur de Kokry est pauvre et endetté. Il doit non seulement régler ses dettes de campagne, mais aussi et surtout s'acquitter de celles des privés. Dans certains cas, il doit rembourser les dettes dites gelées. Cette situation fait qu'il est incapable d'acheter les intrants d'où la mauvaise production donc l'endettement et la paupérisation. Son revenu est tellement bas qu'on se demande s'il peut jamais pratiquer l'agriculture intensive.

Figure 2: Le cercle vicieux



### 3.3. La soudure

La soudure peut paraître un paradoxe à l'ON, et pourtant, elle sévit régulièrement dans le secteur de Kokry. Les exploitants souffrent de la faim, ce qui est d'autant plus grave qu'elle se situe aux moments les plus critiques pour la riziculture: le désherbage. La soudure est d'autant plus dure que les paysans, jadis prioritaires pour l'achat de la brisure fine de l'Office du Niger et à un prix subventionné, n'ont plus droit à rien. Le précieux produit emprunte le circuit commercial et ce sont ces négociants qui viennent le revendre à un prix d'or. Ainsi le paysan "choisit" entre sa production de l'année en cours et son équipement; le choix est difficile et souvent ce sont les boeufs ou d'autres équipements qui sont bradés.

### 3.4. La politique d'installation de l'ON

On constate que plusieurs années, l'ON installe tard les nouveaux exploitants. Exemple: Cette année leur liste d'installation a été publiée le 15 juillet 1990.

Compte tenu de la date normale de retrait des parcelles non labourées fixée au 31 juillet 1990, ces nouveaux venus à la riziculture avaient à peine les moyens de se préparer avant d'être "spoliés" de leur nouveau bien. Il ne reste plus à ceux qui s'installent dans la précipitation, sans logement ni équipement, sans connaissance des techniques rizicoles et sans liens sociaux avec les anciens installés, qu'à commencer son ascension dans la spirale de l'endettement qui le mène à sa ruine.

De plus, tout cela est fait traditionnellement sans la moindre consultation du paysan, le cas du village test de Zirakoro excepté (cf. annexe du rapport de synthèse). Dans ces cas classiques, des exploitants se croyant autochtones se considèrent comme envahis d'individus de la ville ou alliés à ceux-ci, rejettent les nouveaux venus, ce qui crée une tension permanente dans des villages impossibles à gérer. Exemple: Darsalam qui passe de 4 à 97 habitants avec ses 60 % d'exploitants non résidents!

### 3.5. Problème infrastructurel

Nombre de paysans sont incapables de respecter le calendrier agricole à cause de l'impossibilité d'une irrigation et d'un drainage correct (cf. surtout les parcelles non réaménagées). Dans celles qui ont été réhabilitées, le mauvais planage rend difficile voire impossible la mise en boue; la même raison empêche le repiquage à cause des risques de noyades des jeunes plants. Quelques fois des erreurs dans la cote se sont glissées, ce qui entrave d'autant la mise en valeur (cf. Zirakoro).

### 3.6. Problème d'extensification des cultures

Les terres non mises en culture dans le secteur de Kokry ne sont pas rares, bien au contraire. Ce sont les parcelles non emblavées des exploitants non résidants, celles abandonnées sans toutefois être déclarées officiellement, et celles qui sont progressivement retirées du casier par les paysans en complicité avec l'encadrement. Ce phénomène met en danger l'intensification ainsi que les terres nouvellement réhabilitées.

#### 4. L'ENCADREMENT

##### 4.1. Cas de Kokry

Kokry, pour la plupart des agents de l'Office du Niger, est une zone déshéritée car coupée des grands centres pendant l'hivernage et dotée de terres très pauvres envahies de diga.

Une mutation à Kokry est perçue comme une sanction disciplinaire. Il n'est pas rare d'entendre que <<seuls les agents sans soutien y sont jetés>>.

Lors des différents tests de vulgarisation, le Service Agricole a demandé aux secteurs de Molodo, N'Débougou, Niono et Sahel de retenir certains agents de leur encadrement agricole. Le reste du lot a été réparti entre les zones du Kouroumari et du Macina.

L'intervention des divisions fonctionnelles devrait être plus importante dans le secteur de Kokry qu'ailleurs mais tel n'est pas le cas.

##### 4.2. Manque de communication entre l'encadrement et les paysans

###### 4.2.1. Encadrement et systèmes de vulgarisation

Les agents d'encadrement n'arrivent pas à s'adapter au rôle de conseiller agricole. Ils se trouvent privés, sans ménagement, de leur pouvoir totalitaire au niveau du village; ce qui crée en eux un sentiment de frustration. Ils se sentent inutiles et ne vont pas aux paysans. Ils ne sont dans les villages que pour prendre des situations auprès des Associations Villageoises. Il n'est donc pas étonnant d'entendre de la part de certains exploitants que l'agent du village a laissé sa tâche aux mains des profanes, en l'occurrence les secrétaires à la production.

###### 4.2.2. Encadrement et non résidence

Les exploitants ne peuvent pas le plus souvent profiter des conseils de l'encadrement du fait qu'il n'est pas disponible au moment opportun.

En effet, le paysan a plus de chance et de temps à discuter avec son agent de village de préférence le soir. Mais il se trouve que la plupart des agents sont concentrés dans des camps tels que Kokry, Nara et Zirakoro. Ils connaissent dans ce cas très mal les réalités socio-économiques des villages.

Nombre total d'agents	: 35	
Nombre d'agents logés au village	: 12	34,29 %
Nombre d'agents non logés au village:	23	65,71 %

Pendant la période coloniale, le chef d'UP résidait en un lieu en dehors de tout village; il est donc isolé des paysans. Ceci peut paraître normal dans un contexte colonial de mise en valeur agricole de style militaire, mais scandaleux dans un système qui prône le partenariat entre l'ON et le monde paysan. Structurellement, le chef d'UP est mis dans l'impossibilité d'accomplir sa nouvelle mission. On comprendra alors le fossé qui sépare l'agent de village logé dans un camp (66 %) et ses paysans.

#### 4.2.3. Encadrement et champ de démonstration

Le secteur a implanté un champ de démonstration de l'effet du phosphate naturel de Tilemsi (PNT) dans 17 villages. L'agent spécialement détaché pour le suivi de ces champs doit normalement être appuyé par les agents de village. Pour assurer une participation massive des exploitants, des visites sont organisées sur les parcelles de démonstration par groupes de paysans pendant le tallage et l'épiaison du riz. Mais, il se trouve que les paysans ne viennent pas nombreux lors des séances par un manque d'information.

La mauvaise collaboration atteint son paroxysme dans un village sans encadreur où l'agent, normalement responsable, vivant ailleurs, identifie le responsable du champ de démonstration à l'agent du village. Pourtant ce village, étant l'un des derniers à venir à la riziculture irriguée, est parmi ceux qui ont le plus besoin de vulgarisation.

#### 4.2.4. Encadrement et participation paysanne

La participation paysanne semble ne pas être une réalité à Kokry; ce qui entrave dangereusement les rapports de partenariat qui devraient s'établir entre l'ON et les organisations paysannes.

Autant les paysans accusent l'ON de ne pas prendre en compte leur desiderata, autant l'encadrement dénonce la mauvaise foi des exploitants. Les exemples suivants illustrent bien la situation.

1. Un agent de village a suivi la formation sur le dressage des boeufs de labour. Il devait effectuer des séances de démonstration que les formateurs du Centre de Formation évalueraient.

Arrivé à Kokry, cet agent est passé dans un village choisir des volontaires pour le test et fixer la date de démonstration. Le jour convenu, trois paysans étaient empêchés et deux autres réclamaient des sous-produits de riz car leurs boeufs de labour étaient faibles. Au lieu de reporter la séance et chercher la solution au problème d'alimentation du bétail, l'encadreur a purement et simplement annulé les tests sous prétexte que les exploitants n'ont plus d'égard pour l'encadrement et que seule la force peut faire marcher le paysan.

2. Le président de l'AV d'un village de Kokry avait délégué son pouvoir à son secrétaire à la production pour toute signature de document élaboré par leur encadreur. Vint alors la proposition de dégrèvement du village. Lorsque parut la liste définitive des bénéficiaires du dégrèvement et qu'aucun exploitant de ce village n'y figurait, le président de l'AV a fait valoir l'absence de sa signature pour accuser l'agent d'avoir agi sans le responsable de l'AV. Le village en a fait un grief pour demander le départ de l'agent de leur village.

Le secteur reçoit fréquemment des lettres de leurs Associations Villageoises pour la mutation des agents et le plus souvent sans raison objective.

#### 4.3. "Round Up" ou produit anti-diga

Le riz sauvage à rhizome (diga) constitue l'un des principaux facteurs de blocage de l'intensification dans le secteur de Kokry. Le Programme ARPON a initié une lutte chimique (herbicidage) contre ce fléau.

La direction du projet confia le programme anti-diga à deux experts néerlandais chargés d'appuyer l'un, le Secteur Agricole et la Division Elevage, et l'autre, la Division Recherche/Développement.

Le cheminement du Round-up est le suivant:

##### Fin 1988

Introduction du produit. Application des arroseurs par l'expert chargé du Secteur Agricole et de la Division Elevage. Constat: échec.

##### De mars à juin 1989

La Division Recherche/Développement (DRD) commence une expérience scientifique sur le round-up à Sansanding-Coura (Kokry). Résultat: succès.

##### Juillet 1989

L'Institut d'Economie Rurale (IER) a expérimenté le produit sur le partiteur K5. Test concluant.

##### Mai 1990

Application du produit à large échelle sur le K4 par l'expert chargé du Secteur Agricole et de la Division Elevage. Résultat: échec.

Août 1990

Sur demande du chef du Service Agricole et du chef de la Mise en Valeur Agricole, l'expérimentation du "round-up" a été faite par le secteur sous la supervision de la DRD, ARPON étant chargé de fournir les moyens nécessaires à l'exécution des tests. Résultat: succès.

Lors de cette expérience du mois d'août, l'agent responsable des essais ne disposait pas d'assez d'informations sur le produit (manque de notice, degré de toxicité entre autres) et de matériel pour le traitement (manque de gants, de cache-nez).

L'introduction du "round-up", bien qu'elle est de bonne augure pour la lutte contre les adventices, génère deux contraintes.

#### 1. Aspect institutionnel

Manque de coordination non seulement au niveau de la Direction du Programme ARPON, mais aussi au niveau de celle de la Mise en Valeur Agricole dans la mesure où les tests sont mal coordonnés (cf. cheminement du "round up").

Des essais sur la remanance du "round-up" sont actuellement menés dans les parcelles traitées sans y associer les responsables du secteur et l'agent chargé des traitements.

#### 2. Vulgarisation

Des paysans s'étaient portés volontaires pour recevoir le test dans leurs parcelles. Ils ignoraient que l'application du "round-up" se faisait sur les premières feuilles seulement. Les précautions n'étant pas prises, ces feuilles furent broutées par les animaux. Le traitement a donc échoué.

Sur ce, le secteur prit une note de service interdisant l'accès des parcelles préirriguées et traitées aux boeufs car le produit pouvait soit-disant tuer les animaux. Des ânes ayant échappé à la surveillance des paysans broutèrent dans les parcelles traitées deux jours durant et cela sans dommage pour les bêtes. Ce fut alors la ruée des boeufs. La situation était la suivante:

Tableau 3: Tableau synoptique du programme de test du "round-up"

Villages retenus pour le test	Superficie prévue (ha)	Superficie préirriguée (ha)	Superficie traitée (ha)
Flabougou	26,70	27,00	0
Kokry Bozo	233,54	10,00	10,00
Massabougou	73,00	0	0
Tomi	60,50	73,00	0
TOTAL	593,74	110,00	10,00

#### Conséquence

110 ha furent envahis de diga et tassés par les animaux, pénalisant de facto ceux qui étaient motivés pour l'application du "round-up".

Il reste à savoir si jamais des paysans seront encore volontaires pour de telles expériences.

#### 4.4. Exemple de l'encadrement

Les productions de l'encadrement de Kokry ne diffèrent en rien de celles des paysans.

Une enquête auprès de 12 agents d'encadrement (chef UP, agent de villages, agent semencier) triés au hasard a donné le résultat suivant:

**Tableau 4:** Tableau comparatif des productions de l'exploitant, de l'encadrement ou du parent de celui-ci - 1989-90

VILLAGE	CATEGORIE	EXPLOITANT				ENCADREMENT OU REPRESENTANT			
		Superficie (ha)	Rendement (kg/ha)	Type de semis		Superficie (ha)	Rendement (kg/ha)	Type de semis	
				Volée	Repiquage			Volée	Repiquage
Darsalam	I	-	-	-	-	-	-	-	-
	II	12,00	856	100	-	-	-	-	-
	III	36,00	481	100	-	-	-	-	-
	IV	58,00	643	100	-	2,50	916	100	-
Total		106,00	612	100	-	2,50	916		
Kokry Bozo	I	2,93	1981	71,68	28,32	-	-	-	-
	II	3,75	2231	87,74	12,26	2,50	1856	100	-
	III	2,28	2041	95,18	4,82	-	-	-	-
	IV	3,00	1472	100	-	-	-	-	-
Total		11,96	1931	88,65	11,35	2,50	1856	100	-
Koutiala-Coura	I	11,25	-	84,45	15,55	-	-	-	-
	II	4,80	-	79,17	20,83	-	-	-	-
	III	3,75	-	100	100	-	-	-	-
	IV	4,40	-	75,25	22,72	3,75	2578	100	-
Total		24,20	-	85,23	14,77	3,75	2578	100	-
Konona	I	2,90	1981	100	-	-	-	-	-
	II	4,22	2231	100	-	-	-	-	-
	III	3,72	2041	100	-	-	-	-	-
	IV	2,75	1472	100	-	4,00	1856	75	25
Total		3,39	1931	100	-	4,00	1856	75	25
TOTAL GLOBAL		36,38	1404	93,47 %	6,53%	3,18	1670	93,75	6,25

L'encadrement se situe le plus souvent entre les catégories des "démunis" et des "non-résidents". En moyenne, il pratique plus de semis à la volée et moins de repiquage que les paysans.

Un exploitant de Kokry Bozo a fait la réflexion suivante: <<Tous les "famas" (chef de zone, chef secteur, chef de centre et autres) ont les meilleurs rendements parce que simplement leurs casiers sont réaménagés et repris annuellement. Les mauvaises productions appartiennent aux encadreurs, aux moniteurs et à nous les exploitants sans moyens. Il faut être protégés des responsables pour bénéficier d'une reprise correcte, sinon les aménagistes font ce qui leur coûte le moins>>.

Il est assez remarquable que les détenteurs potentiels des techniques agricoles ne font pas mieux que ceux qu'ils doivent encadrer. On est en droit de douter dans ce cas de la qualité des connaissances transmises aux exploitants.

#### 4.5. Encadrement et suivi

##### 4.5.1. Champ semencier

Le plan semencier de l'Office prévoit le renouvellement au 1/3 des superficies. A cet effet, des paysans semenciers choisis sur la base du volontariat produisent de la R2. Un agent est spécialement détaché pour la supervision de ces exploitants.

Cette année, Kokry a 115 paysans semenciers pour 125 ha (la superficie variant de 0,50 ha à 2 ha) choisis dans 14 villages. L'agent semencier visite deux villages par jour, donc 16 paysans semenciers soit une moyenne de 8 par village. En supposant que notre superviseur travaille 12 heures effectives par jour, il consacrerait 45 minutes par paysan et par semaine. Ce temps est dérisoire quand on connaît les conditions rigoureuses à remplir pour le choix de la semence.

Nombre d'exploitants se plaignent d'avoir été victimes de déclassement de semence alors que leurs produits étaient déclarés satisfaisants jusqu'à son ensachage. De telles pratiques mettent en danger toute la politique de volontariat appliquée dans la production de semence.

##### 4.5.2. Les tests

La station de recherche de Kogoni (IER) mène depuis deux ans des essais dont la supervision incombe encore à l'agent semencier du secteur. De ce fait, les autres agents ne se sentent pas concernés par le test, c'est pourquoi il arrive que les parcelles d'expérimentation soient à sec et que personne ne le signale. Ce mauvais exemple qui fait école n'est pas de nature à montrer la voie aux paysans. Sur les 35 agents d'encadrement, on pourrait confier le suivi des tests de Kogoni à une autre personne que l'agent semencier.

#### 4.6. Encadrement et repiquage

Tableau 5: Impact du programme d'appui sur les rendements de l'UP1 - Village de Oula (groupe de solidarité n°4)

N° FAMILLE	ANNEE D'AVANT PROGRAMME D'APPUI 1987 - 1988			ANNEE DU PROGRAMME 1988 - 1989			ANNEE APRES PROGRAMME 1989 - 1990			TAUX D'ACCROISSE- MENT DU RENDEMENT %
	Superficie ha	Production kg	Rendement kg/ha	Superficie ha	Production kg	Rendement kg/ha	Superficie ha	Production kg	Rendement kg/ha	
181	3,00	2.190	0730				3,00	6.383	2128	191,50
37	5,90	3.364	0570				5,90	11.599	1966	244,91
67	6,00	2.687	0448				6,00	11.090	1848	312,50
57	4,00	3.022	0756				4,00	6.891	1723	127,91
63	4,00	2.807	0702				4,00	7.702	1926	174,35
35	3,00	5.575	1858	4,00	15.000	3750	4,00	17.325	4331	133,10
183	2,00	0.155	0078				3,00	2.845	0948	111,53
131	2,30	0.541	0235				4,00	2.927	0732	211,48
140	2,00	0.465	0233				3,00	3.635	1212	420,17
133	2,00	0.774	0387				3,00	2.845	0948	144,96
167	3,50	1.935	0553				3,50	2.924	0835	50,99
134	2,00	1.006	0503				4,75	4.346	0915	81,90
169	3,00	1.703	0568				3,00	2.924	0975	71,65
173	2,00	0.697	0349				3,00	3.319	0106	- 60,62 N.R
130	2,00	0.619	0310				2,00	0.900	0450	45,16
174	3,00	0.387	0129				2,00	3.161	1581	112,55
136	2,00	0.232	0116				3,00	2.924	0975	740,51
TOTAL	51,70	28.159	0545				61,15	93.740	1532,95	181,27

Un des mérites du Programme ARPON est d'avoir réussi l'acceptation sans contrainte du repiquage par les riziculteurs dans le secteur de Kokry.

En effet, la formation des paysans semenciers et le programme d'appui à l'UP1 amenèrent les exploitants de cette unité à adopter massivement le repiquage.

La motivation de l'exploitant à être paysan semencier, donc pour repiquer, est la suivante:

- le prix au producteur qui est de 80 F CFA le kg de paddy semence,
- la faible quantité de semence utilisée à l'hectare (40 kg),
- la résorption des adventices, notamment le riz sauvage à rhizome grâce au labour doublé de la mise en boue.

Le programme d'appui à l'UP1 a consisté à choisir un paysan dans un groupe de solidarité (groupe de paysans dont les parcelles sont desservies par le même arroseur) et de le mettre dans de meilleures conditions de production grâce au repiquage. Le paysan choisi recevait des sous-produits de riz ou l'aliment bétail, du vivre pendant la soudure, la semence sélectionnée, les engrais selon la dose de 150 kg d'urée et 100 kg de phosphate, le suivi correct de toutes les opérations culturales.

Ce programme d'appui a donné de bons résultats dans l'UP1. Les chiffres du tableau 5 le témoignent.

La famille n° 35 du village de Oula a repiqué dans les conditions du programme d'appui citées-dessus. Entre 1987-1988 et 1989-1990, son rendement production a grimpé de 1858 kg/ha à 3750 puis à 4331 kg/ha. L'effet multiplicateur a fait que tout le groupe de solidarité n°4, grâce au repiquage, a vu son rendement grimper de 545 kg/ha à 1532,95 kg/ha soit 181,27 % d'augmentation. Le village de Oula a repiqué 50 % de ses superficies (Cf.IER, Rapport 1990).

Le repiquage à Kokry ne s'est pas toujours révélé facteur de meilleure production. Trois exemples illustrent cette situation:

1. Un paysan a repiqué 6 ha dont 2 au titre du champ semencier. Son produit, bien que propre (d'après lui) a été classé comme paddy ordinaire. Par réaction, il a repiqué la campagne suivante 0,50 ha.
2. Un second exploitant a implanté sa pépinière. Sur instruction de son agent, il a épandu l'urée et le phosphate d'ammoniaque qui ont brûlé ses plants. Il a été obligé de reprendre la pépinière au mois d'octobre. Le résultat était lamentable, il a juré de revenir au semis à la volée qui comporte moins de risque.
3. Un troisième paysan a repiqué 1 ha sur les 3 qu'il exploite. Les 2 hectares semés à la volée ont donné 63 sacs et l'hectare repiqué 34 sacs. Il a arrêté de repiquer parce qu'il trouve le repiquage fatiguant et non rémunérateur.

Le repiquage est une technique très mal maîtrisée dans le secteur. Les plants font en moyenne 35 jours dans la pépinière avant d'être repiqués. L'apport d'engrais est très faible (75 kg de phosphate et 100 kg d'urée par hectare). La variété la plus utilisée est la BH2 que l'on repique en fin septembre. L'encadrement n'échappe pas à cette pratique, au contraire.

#### 4.7. Le poids de l'administration

##### 4.7.1. Le paiement de l'impôt

Le rôle d'impôt vient en fin d'année (novembre, décembre) pendant que la commercialisation n'a pas encore débuté. Aussi, les imposables sont surestimés ainsi que le nombre d'animaux par famille sous prétexte que les exploitants n'expriment jamais exactement le nombre de têtes (bovins, caprins, ovins). Le paysan est contraint de brader ses moyens de production pour satisfaire l'administration.

##### 4.7.2. La divagation

La divagation des animaux constitue un danger pour les cultures et pour le réseau hydraulique. Les animaux paissent exprès dans les rizières et les bergers font brouter les gerbiers par leurs boeufs. Dans plusieurs villages de Kokry, le maraîchage est limité par cette divagation d'animaux. Les propriétaires d'animaux sont couverts par l'administration qui ne tranche jamais en faveur du paysan, même si cela arrivait, le berger, une fois sorti de la gendarmerie, refuse de payer le dédommagement. Des paysans ont été battus par les pâtres et ces derniers s'en sont tirés à bon compte.

##### 4.7.3. L'utilisation de bois de chauffe

Les ménagères sont chargées d'approvisionner la famille en bois de chauffe. L'administration exige des permis que l'on doit établir dans les centres de Macina ou Kolongo quelque soit la quantité demandée. La malheureuse qui se fait prendre avec un fagot paie 100.000 F CFA à l'agent forestier, même si les boeufs de labour doivent y passer. La pratique la plus fréquente est de s'endetter auprès d'un tiers qui réclamerait des sacs de paddy pour 2.500 à 3.000 F CFA l'unité.

## 5. L'ECONOMIE FEMININE DANS LE SECTEUR DE KOKRY

Les femmes du secteur de Kokry font preuve d'un réel dynamisme économique remarquable dans les domaines suivants: le maraîchage, les travaux rizicoles, les activités exercées dans le cadre de regroupement autour de centres d'intérêt économiques (décortiqueuse, moulin) et le commerce entre autres.

### 5.1. Femmes et maraîchage

A partir de 1984, le Projet ARPON, se basant sur la tradition maraîchère locale, lance un programme d'appui à cette activité en:

- créant des parcelles maraîchères aménagées dans un certain nombre de villages, appelées "hollandais" par les populations,
- initiant un programme d'animation autour des thèmes tels que les espèces cultivées, les techniques culturales et culinaires, etc,
- créant un jardin expérimental à Kokry-Camp dont les animatrices supervisent les actions menées dans les autres villages.

Ainsi, 42,68 ha de parcelles maraîchères furent aménagées dont 13,70 à Kokry-Bozo, 8,50 à Darsalam et à Koutiala-Coura, 6,15 à Konona et enfin 5,83 à Namsiguio.

Les modalités de répartition des parcelles n'ont pas toujours été des meilleures, car les chefs d'exploitations chargés de les partager entre les femmes ont déçu celles qu'ils sont sensés servir. Des paysannes de Konona déguerpies de leurs anciens potagers n'ont rien reçu après l'aménagement du nouveau jardin. De plus, les familles les plus nombreuses sont réduites à de très petites superficies ce qui explique en partie l'existence des champs de piment à 2 km du village sur les cavaliers des digues du drain.

La répartition semble avoir été plus favorable à certaines femmes de Koutiala-Coura qui mettent en valeur jusqu'à 625 m<sup>2</sup> contre seulement 25 ares à d'autres.

#### 5.1.1. La terre

Les terres ainsi disponibles ont stimulé les femmes dans leur motivation de jardinière. Deux situations se présentent:

- Les besoins d'augmentation de superficie exprimés par les paysannes des villages dotés de potagers,
- Ceux des jardinières des localités dépourvues de parcelles aménagées.

### 5.1.2. L'eau

Le maraîchage dans le secteur de Kokry affronte le problème d'eau sur un double front: la crise et la surabondance.

#### La crise

Les parcelles de Konona se situent sur une voie d'eau qui arrose les rizières de Kokry Bozo en amont. Comme le riz et les légumes n'ont pas les mêmes besoins en eau, les riziculteurs prennent le tour d'eau conformément aux normes du riz très différentes de celles des maraîchers, d'où la crise d'eau structurelle dans les plantations de Konona.

De même les paysannes de Koutiala-Coura qui tentent de produire leur semence à partir de la dernière récolte d'échalote, sont à court d'eau lorsque, pour les besoins de la rizière, l'eau est coupée. En raison du caractère périssable des semences d'échalote, les ruraux tentent de résoudre le problème en comptant sur une dernière récolte condamnée par la crise d'eau.

#### La surabondance

Quant à la majorité des parcelles de Darsalam et à certaines de Kokry Bozo notamment, l'impossibilité de drainage et la présence des eaux d'infiltration font de la culture potagère une gageure. Les plants sont condamnés à la noyade tout jeunes ou voués à la pourriture au moment de la fructification.

Dans les deux cas, on a à faire à l'inadéquation au maraîcher d'un système d'irrigation plutôt adapté au riz avec un planage à améliorer.

Pour parer à ces problèmes, les femmes de Darsalam se replient sur les cavaliers de drain et les eaux de ce dernier qu'on "fait se retirer" au moment le plus crucial de la culture de contre-saison (cf. cas de Koutiala-Coura).

### 5.1.3. La production

Les chiffres ne parlent pas suffisamment puisqu'il est difficile d'apprécier les productions atteintes. Il faut compter une importante autoconsommation de légumes, de maïs frais et séché notamment. A en croire les producteurs qui veulent le reconnaître, le revenu du maraîchage intervient souvent dans la riziculture, cela sous forme de:

- crédit en espèces consenti à des riziculteurs par des femmes moyennant remboursement en fin de campagne (ex: 3000 f cfa contre 1 sac de paddy qui vaut autour de 5000 f),
- achat de grain en vue de passer la période de soudure,
- fourniture de maïs dans le même objectif,
- investissement dans des boeufs de labour (cf. 6.), etc.

- investissements indirects dans l'économie familiale promouvant la production rizicole (achat de matériel agricole),
- règlement de l'impôt annuel, ce qui met l'équipement agricole à l'abri d'une éventuelle braderie.

#### 5.1.4. La chute des prix

Le boom de la culture maraîchère se traduit par l'effondrement des prix consécutif à la saturation d'un marché limité.

Exemple: le prix du piment à Konona baisse de 1500 F/kg au début de la saison à 150 F au milieu.

Des produits périssables tels que la tomate sont bradés pour éviter la mévente. Comme le disent les maraîchères, il n'y a pas de mévente mais il arrive de vendre 1 baignoire de tomate à 500 f cfa!

En période de grande production, les commerçant(e)s de Kokry-Bozo enlèvent une partie du stock sur place tandis que les productrices de quantités relativement importantes acheminent leur marchandise à bord de charrettes dans les foires de Kouna les jeudis, et de Macina le samedi. Selon elles, les prix ne sont pas tellement intéressants.

Les maraîchères qui ont isolément tenté d'aller vendre à Ségou ou à Bamako tirent la même conclusion.

En revanche, les commerçant(e)s qui spéculent sur de gros tonnages sur de grandes distances (Bamako, le delta du Niger ou bien l'étranger), trouvent leur métier lucratif (cf. ceux de Kokry-Bozo).

#### 5.1.5. L'épargne

L'épargne en nature est le fort des femmes; selon elles, c'est le moyen pour "protéger leur bien du mari". La thésaurisation se fait d'ordinaire sous forme de petits ruminants, le village Mossi de Namsiguio excepté, de volaille et de trousseaux. On enregistre même des cas de thésaurisation en or:

9 femmes des trois premières catégories, soit 17 % à Kokry-Bozo, 7 femmes des mêmes catégories à Konona, soit 17 % (cf. 6.).

Il est remarquable que 5 femmes sur 41 de Konona, soit 12 % investissent en boeufs de labour.

Cette épargne est toujours mobilisable pour résoudre les problèmes les plus urgents: paiement d'impôts, achat de matériel agricole et/ou de nourriture, toutes choses dont le règlement peut à terme coûter cher à l'économie familiale.

Les biens en question proviennent, à une large majorité, du maraîchage (à Konona), du commerce (à Kokry-Bozo) et de l'artisanat.

On constate clairement que le maraîchage, jusque là considéré comme une activité économique mineure de femmes, se hisse à une place, provoquant la convoitise des hommes sur les parcelles potagères. Ceci est une donnée du terrain à prendre en compte par l'Office du Niger.

## 5.2. La décortiqueuse

### 5.2.1. Problème de gestion

Sous la houlette de la Division Promotion Rurale (DPR), une action de diffusion de décortiqueuses a été menée dans le secteur de Kokry. Compte tenu du très faible niveau d'alphabétisation des femmes (cf. 5.6.), on a introduit les machines sous le couvert des AV. Comme celles-ci sont aux mains des hommes, la tendance de domination des attributaires (femmes) par les "tuteurs" (hommes) s'est manifestée.

#### Exemple: Kokry-Bozo

Ce village a reçu une grande décortiqueuse pour un essai. Pour les raisons sus-citées, la DPR conçut un programme de cogestion homme-femme. En fait de cogestion, les hommes "confisquèrent" la décortiqueuse et les recettes leur étaient directement versées. Le droit des femmes, dont certaines ignoraient que l'appareil leur était destiné, se limitait à autoriser les dépenses. Aucune situation régulière des comptes n'a pu être faite par les hommes cogérants ou plutôt gérants! Actuellement la machine a été enlevée et les femmes demandent une autre que le secteur ne veut pas donner tant que la situation initiale n'a pas été tirée au clair. De plus, pour éviter tout contact des autorités féminines avec l'encadrement, les responsables de l'AV prétendent que la personne responsable du programme est absente depuis près de 2 ans!

Le souci de gestion saine de la DPR est peut-être légitime mais il pénalise les femmes qui ont réellement besoin d'une décortiqueuse. En fait la DPR sous-estime la capacité de villageoises qui commercent entre Kokry-Bozo et les grandes villes maliennes sans oublier l'étranger. Initier un tel programme de cogestion relève d'une profonde méconnaissance de la forte tendance des hommes à dominer les femmes dans ce type de domaine. Conditionner l'installation de la décortiqueuse à l'alphabétisation des femmes, capables de tenir le cahier de compte, est donc un piège qui jette les actions féminines dans le bras des hommes.

Par ailleurs, la réparation des machines ne fait l'objet d'aucune transparence. Les paysans reçoivent des factures qu'ils règlent tout en ignorant le coût des prestations et des pièces. Les pièces de rechange de la machine à l'essai ont été, à en croire les femmes, toujours facturées à un prix minimum de 25.000 f cfa. Pourquoi faire payer aux paysannes des frais dûs à une décortiqueuse qu'on essaie? Ne devrait-on pas partager les frais ou mieux, que le propriétaire de l'appareil à placer assume les frais jusqu'à la fin du test?

### 5.2.2. Demande

En dépit des remarques faites, le programme d'installation des décortiqueuses satisfait les villageoises. C'est pourquoi d'autres en demandent comme celles de Darsalam, de Konona et de Tougan-Coura. Les femmes de Konona ont déjà des fonds d'une valeur supérieure à 40.000 f cfa destinés à servir d'avance de paiement. Toutefois, toutes les femmes conditionnent leur adhésion au programme à son indépendance vis-à-vis de l'AV, c'est-à-dire des hommes, indépendance ne rimant pas avec rivalité ou opposition.

### 5.3. Moulin

La préférence de Konona va cependant au moulin, ce qui est logique pour un pays où on consomme beaucoup plus de mil que de riz. Kokry-Bozo, Tougan-Coura et Koutiala-Coura souhaitent aussi l'installation de moulins. Ce dernier précise bien un moulin à riz.

### 5.4. Rizière et cultures sèches

#### 5.4.1. Femmes et riziculture

On peut répartir en deux groupes les villages de l'échantillon selon que les femmes participent plus ou moins aux activités de la rizière.

1ère catégorie: Namsiguio est en tête puisque les femmes collaborent à toutes les tâches quelle que soit leur appartenance socio-économique (familles aisée, moyenne, démunie et non-résidente). Il s'agit du repiquage, de la mise en moyette, de la mise en gerbier, du glanage et du vannage. Quant à Darsalam et à Konona, les femmes des familles aisées participent surtout au vannage. Celles des deux groupes suivants s'adonnent à toutes les activités à la fois dans leur propre champ et dans les rizières d'autrui moyennant une compensation en nature.

2e catégorie: Tougan et Kokry constituent deux cas à part. Dans le premier les femmes ne font que la mise en gerbier, dans le second, en raison de la multiplicité des activités et du partage des TH entre la pêche et la riziculture, les femmes interviennent peu au champ.

Les femmes des exploitants non-résidents sont difficiles à classer puisque selon leurs origines sociales, elles se comportent comme leurs consœurs de la 1ère ou de la 2e catégorie.

Les femmes qui travaillent au champ en tirent des revenus destinés au moins à l'autoconsommation pendant la soudure. Parfois elles réussissent même, grâce à la vente de leur production, à se lancer dans le petit commerce, dans l'élevage ou dans le maraîchage. Il arrive que leur revenu soit de nouveau investi dans le casier du mari.

On assiste de plus en plus à l'émergence d'une volonté des femmes d'accéder à la rizière en tant qu'exploitante individuelle (4 femmes des deux premières catégories à Kokry-Bozo) ou en tant que groupement (cas de Konona où les femmes sont unanimes sur cette idée).

#### 5.4.2. Femmes et cultures sèches

C'est le fort des femmes de Namsiguio. Elles s'occupent à la fois du semi, du sarclage, du vannage et de la récolte. Les hommes n'interviennent que pour le labour et le battage, activités auxquelles les femmes collaborent. Les spéculations sont les arachides, le mil, le niébé et le voandzou. Dans tous les cas, cette production baisse constamment à cause de l'introduction du repiquage et du surcroît de travail requis.

#### 5.5. Autres activités économiques et sociales communautaires

Un programme de fabrication de savon a été lancé sur toute l'étendue du secteur, l'UP1 exceptée. Il semble que cette action ait perdu de son souffle puisque dans la plupart des villages les femmes qui produisaient collectivement le savon n'en font plus. Ceci s'explique par:

- la concurrence du maraîchage, activité individuelle portant sur des investissements et des rendements monétaires plus substantiels,
- la difficulté de se procurer de la matière première,
- le peu d'engouement pour une activité collective dont la production enlevée à crédit par la majorité des paysannes n'est parfois pas remboursée (le cas de Koutiala-Coura),
- la concurrence du savon manufacturé.

Cependant, cela ne réduit pas l'intérêt des femmes qui n'ont pas bénéficié de ces actions pour en profiter (villages de l'UP1).

Une campagne de sensibilisation autour des problèmes d'hygiène alimentaire des enfants avait été menée du temps de Madame Qu Yan (1984-87). On s'occupait aussi de salubrité avec le nettoyage hebdomadaire du village; mais tout cela est en perte de vitesse en dépit de grands besoins existants. Exemple: le problème d'eau de boisson dans le plus gros village du secteur, Kokry-Bozo, où on a le "choix" qu'entre l'eau du fleuve et celle du canal de Kokry. Les besoins en soins de santé primaire sont grands et aucune action dans ce sens n'existe à présent. Exemple: formation de matrones.

## 5.6. Alphabétisation

Le niveau d'alphabétisation dans la zone d'études est extrêmement bas. Aucune femme n'est alphabétisée à Konona, Kokry-Bozo; outre les quelques anciennes élèves, il n'y en a pas non plus dans les villages de l'UP1 (Namsiguio, Tougan-Coura). Mieux, dans le premier village où on parle moré, les premières tentatives ont été faites en langue bamanan! Comment alors ne pas enseigner aux paysannes leur propre langue? Dans tous les villages les femmes ont montré leur motivation pour l'alphabétisation en prévision de l'acquisition de leur décortiqueuse et aussi pour leur activité de commerçante de produits maraîchers. Cependant le lancement d'une action d'alphabétisation exige la présence d'animatrices et l'accord des hommes. Certaines femmes ne sont d'accord de fréquenter les cours qu'à condition d'avoir une monitrice et non un moniteur. Il semble que la DPR ait abandonné le fait de conditionner l'acquisition de moulins et de décortiqueuses à l'alphabétisation des femmes, cela lèverait une hypothèque lourde sur l'accès à l'instruction des femmes. Il faut infiniment mieux faire des décortiqueuses et des moulins des supports pour l'acquisition de l'écriture et non faire de la capacité d'écrire un préalable à l'obtention des machines.

## 5.7. Commerce

Le maraîchage a fait de chaque exploitante une commerçante potentielle. De plus en plus de femmes fréquentent les foires des alentours pour livrer leurs produits. De plus elles ont tendance à développer un petit commerce sur la base du produit de la vente des légumes ou du paddy acquis annuellement.

Le cas le plus intéressant est celui des femmes commerçantes de Kokry-Bozo qui ont une longue tradition de marchande de poisson le long des escales fluviales. Avec la raréfaction du poisson, elles se replient sur les productions du potager et de la rizière qu'elles enlèvent dans les lieux de production et évacuent sur les grandes foires (Kouna, Macina) et sur les villes (Ségou, Bamako et surtout Mopti et sa région).

Les commerçantes de Kokry-Bozo voient en l'abondance des produits une occasion de mettre en valeur leur expérience. Elles sont en cela limitées par le manque de fonds de roulement, limitation d'autant plus grave que le crédit commercialisation n'est destiné qu'aux hommes riziculteurs à l'ON. Avec un soutien financier, elles pourraient, pensent-elles, désengorger le marché du riz au moment de la campagne et offrir le produit pour éviter la soudure telle qu'on la connaît cette année.

### 5.8. Cas des villages non réaménagés

Elles expriment des besoins déjà partiellement satisfaits ailleurs, ce sont entre autres: l'aménagement de maraîchers équipés d'un système d'irrigation et de drainage appelé "hollandais", l'équipement en moulin, en décortiqueuse, l'installation de lavoirs ainsi que l'introduction d'activités comme la fabrication de savon et la teinture.

### 5.9. Contrainte masculine

Jusqu'en 1984 les actions de développement rural ciblant les femmes étaient quasi inexistantes dans la zone d'étude. A partir de cette année cependant s'est développée une action basée sur le maraîchage, l'hygiène alimentaire et publique (cf. 5.1.). La première action qui se déroule sur des parcelles affronte la chasse gardée des hommes qu'était jusqu'ici la terre rizicole (1). Ces problèmes persistent et deviennent aigus dans certains villages tels que Tougan-Coura. Ici, lorsque l'ON a autorisé les paysans à s'entendre sur une parcelle à consacrer au potager, les villageois déterminèrent un lieu. Dès que celui-ci fut piqueté, l'attributaire arracha les pieux, les organisations villageoises n'ont point réagi et les maraîchers des femmes restent cantonnés loin, derrière le village, en bordure du Fala, autant de contrainte.

En fait, les hommes n'encouragent pas toujours les actions féminines qui visent un profit.

Exemple: L'Association des femmes de Tougan-Coura qui transporte la tonne de riz du gerbier à la batteuse à 300 f cfa n'est pas régulièrement payée d'où sa ruine.

Notons également les malversations dont l'ULFM de Kokry-Bozo a été victime de la part de l'AV.

Sans voir dans ces conflits des oppositions irrémédiables, il faut en tenir compte et appuyer les femmes en vue de leur donner toutes leurs chances.

### Pour conclure

Le secteur étudiera avec intérêt la question de l'attribution des terres à confier à l'ULFM. On pourra adopter la solution d'attribuer les parcelles par "travailleuse femme" et enfin prévoir si possible un volant de terre gérée par les autorités féminines destiné aux nouvelles mariées ou aux épouses des futurs nouveaux exploitants.

---

1) Il y avait bien sûr les petits lopins destinés à la production maraîchère d'autoconsommation.

Le maraîchage n'est plus simplement un complément pour la sauce du riz, il constitue un secteur économique à prendre au sérieux compte tenu de ses performances, notamment dans les villages où il est pratiqué toute l'année. Les paysans l'ont déjà compris, ils l'ont intégré à leur stratégie de lutte contre l'aléa, au tour de l'ON de le soutenir et de le rationaliser pour en tirer le maximum.

La soudure, phénomène structurel, est contre nature. Les paysans peuvent y échapper à condition de chercher des solutions telles que la création de banque de céréales gérées par les organisations villageoises (AV, ULFM) pour contrer les usuriers.

Il convient de mettre un frein à l'invasion intempestive de la rizière par le bétail qui n'appartient pas aux exploitants. Jadis le cheptel du riziculteur avait la priorité pour accéder aux champs une fois récoltés. Ce principe a changé avec le temps; il convient, dans le cadre de la politique de responsabilisation des ruraux, de leur donner au moins la priorité à leur bétail dans l'accès à leur propre champ, l'accès de tout autre troupeau devant être conditionné à l'accord du village concerné.

Le soutien au maraîchage passe par le financement de celui-ci à la fois à la production et à la commercialisation.

## 6. LOGIQUE PAYSANNE D'INVESTISSEMENT

Tableau 6: Tableau synoptique des formes d'épargne féminine

VILLAGES	POURCENTAGE DE FEMMES PAR RAPPORT A L'ECHANTILLON									
	Boeufs	Caprins	Ovins	Vaches	Volaille	Trousseau	Argent	Or	Maison	Espèce
Darsalam	0	29,16	16,66	0	4,16	45,83	14,28	25,00	0	25,00
Kokry-Bozo	1,92	3,84	9,61	0	19,23	21,15	23,07	17,30	1,92	7,69
Konona	12,19	56,09	26,82	12,19	12,19	60,97	4,87	17,07	4,87	26,82
Koutiala-Coura	2,43	17,07	7,31	4,87	9,75	3,39	4,87	9,75	0	2,43
Namsiguio Tougan-Coura	0	7,14	9,52	0	14,28	0	33,39	19,04	0	0

Tableau 7: Tableau synoptique des formes d'épargne masculine

VILLAGES	POURCENTAGE DE FEMMES PAR RAPPORT A L'ECHANTILLON									
	Boeufs	Caprins	Ovins	Vaches	Volaille	Trousseau	Argent	Or	Maison	Espèce
Darsalam	10,71	0	7,14	7,14	3,57	17,85	0	0	17,85	14,28
Kokry-Bozo	10,71	3,57	10,71	7,14	0	0	7,14	3,57	3,57	3,57
Konona	10,71	42,87	32,00	46,42	0	35,71	3,57	3,57	3,57	0
Koutiala-Coura	39,28	42,87	21,42	17,85	0	0	0	0	7,14	7,14
Namsiguio Tougan-Coura	53,57	21,42	14,28	35,71	0	46,42	0	0	7,14	17,85

### 6.1. Elevage

L'épargne bovine est le domaine d'élection des paysans du secteur de Kokry. L'élevage fournit des boeufs de labour pour le casier riz et la culture sèche. Le fumier est transporté dans les champs de riz, de mil et dans les parcelles maraîchères.

La facioloze (parasitage du foie par la douve) sévit. Cette maladie est presque endémique à Kokry. Elle est provoquée par la sous-alimentation des animaux. Les exploitants manquent de moyen pour le déparasitage.

## 6.2. Mariage

On pourrait croire que le mariage se réduit à un gaspillage mais en fait le paysan gère les ressources humaines grâce à cette institution. En effet, pour éviter l'exode rural ou le départ définitif de la famille, le chef de famille marie ses dépendants.

## 6.3. Organisations paysannes

Les magasins, les bascules, les batteuses Votex des Associations Villageoises sont subventionnés en partie par le Programme ARPON et le Fonds Européen de Développement (FED). Certaines AV souhaitaient faire des réalisations telles que l'achat de batteuses, la création de pharmacies villageoises si elles arrivaient à disposer des fonds bloqués. Mais, pour des raisons obscures, ces fonds ne sont jamais mobilisables au moment voulu, mieux, les riziculteurs ignorent leur montant. Il n'est donc pas étonnant que le paysan puisse se demander "à qui appartient vraiment l'argent bloqué à la banque".

## 7. ENDETTEMENT ET CREDIT

### 7.1. Dettes privées

Les dettes privées sont celles qui se paient le plus rapidement. Les paysans trouvent qu'un tiers n'attend pas au-delà de l'échéance fixée.

### 7.2. Dettes publiques

Tableau 8: Situation d'endettement des six villages enquêtés

VILLAGES	GEL 1984 - 1985 (F CFA)	SOLDE DEBITEUR 1985 - 1988 (F CFA)
Darsalam	6.948.526	7.447.675
Kokry-Bozo	non installé	13.867.570
Konona	7.513.326	8.523.550
Koutiala-Coura	9.223.577	10.073.518
Namsiguio	16.629	0
Tougan-Coura	2.654.396	516.405
<b>T O T A L</b>	<b>23.973.454</b>	<b>40.428.718</b>

Tableau 9: Situation des villages débiteurs - FDV - Secteur de Kokry

VILLAGES	RELIQUAT EXERCICE 89/90 (F CFA)	RELIQUAT ANTERIEUR 89/90 (F CFA)	TOTAL DETTES (F CFA)
Oula	1.307.110	1.789.005	3.096.115
Kononga	489.970	532.585	1.022.555
Rassogoma	308.780	121.315	430.095
Namsiguio	-	21.240	21.240
Rimassa	7.515	13.500	21.015
Tougan-Coura	853.060	-	853.060
	3.045.180	2.709.690	5.754.870
Darsalam	5.301.160	5.735.805	11.036.965
Kankan	2.522.590	4.872.360	7.394.950
Médine	2.398.085	644.950	3.043.035
Massabougou	2.260.700	3.364.700	5.625.400
Foulabougou	2.313.955	1.682.740	3.996.695
Nara	4.778.265	5.259.730	10.037.995
Tomi	1.242.825	1.238.905	2.481.730
	20.817.580	22.799.190	43.616.770
Kokry-Colon	1.547.030	5.580.915	7.127.945
Ségou-Coura	689.815	5.725.315	6.415.130
Sansanding-Coura	1.463.210	10.206.520	11.669.730
Bamako-Coura	646.300	874.735	1.521.035
Kokry-Bozo	5.887.460	8.728.930	14.616.390
San-Coura	461.195	2.870.465	3.331.660
Sampana	2.661.780	11.539.200	14.200.980
	13.356.790	45.526.080	58.882.870
Koutiala-Coura	3.080.345	4.763.080	7.843.425
Konona	4.429.380	6.931.605	11.360.985
Zirakoro	4.107.030	4.500.465	8.607.495
	11.616.755	16.195.150	27.811.905
TOTAL SECTEUR	48.836.305	87.230.110	136.066.415

Les paysans n'ont pas peur des dettes publiques. Ils sont endettés d'après eux à cause du prix exorbitant des intrants tels que la semence et les engrais ainsi que le cheptel vif et mort. Les villages du secteur de Kokry doivent au titre du Fonds de Développement Villageois (FDV) la somme de 136.066.415 F CFA.

L'endettement s'est accru de manière vertigineuse de 1986 à 1988 (gel:23.973.454 FCFA contre 40.428.718 F CFA après le gel), à croire qu'un nouveau moratoire est en vue. Le remboursement des dettes gelées a commencé à Kokry, ce qui diminue davantage le pouvoir d'achat des exploitants.

Il est remarquable que le village de Namsiguio s'efforce de rester au point zéro. Dans ce village, l'AV met tout en oeuvre pour payer les dettes contractées par ses membres complètement démunis.

### 7.3. Le crédit

#### 7.3.1. Le crédit équipement

Les paysans de Kokry ont de plus en plus du mal à bénéficier du crédit équipement car le poste est limité à cause des impayés. Les AV ne cautionnent que des privilégiés et des protégés des responsables. Le remplacement des boeufs défaillants (morts ou abattus) pose assez de problèmes, même après le constat de l'agent vétérinaire.

#### 7.3.2. Le crédit: affaire des hommes

Le crédit est exclusivement accordé aux hommes et au riz. Les femmes qui constituent 53 % de la population (recensement 1989) n'en bénéficient pas alors qu'elles brassent des activités économiques nécessitant un financement (maraîchage, commercialisation du riz et des produits maraîchers, transport, commerce, etc).

#### 7.3.3. Le crédit de soudure

Le crédit de soudure est absolument nécessaire voire vital pour les exploitants de Kokry. Ils bradent tous leurs biens pour faire face à la soudure. Ils sont alors des proies faciles pour les usuriers. Le sac de paddy de 80 kg valant en temps normal 5.600 F CFA est cédé à 2.500 ou 3.000 F CFA au plus. L'encadrement ne semble pas se rendre compte de cette situation dans la mesure où il accuse le paysan de ne pas être économe. Mais la réalité est tout autre. Le bilan de la campagne se fait à partir des sacs battus par les machines. Des coefficients sont alors affectés à cette production qui grimpe alors de 2 tonnes de paddy à 3 ou même 5 tonnes. L'autoconsommation est exagérée quand on suppose que le paysan possède cette différence de production (production battue déduite de la production calculée à partir des paramètres tels que le fond de gerbier, le glanage, la récupération sous paille, etc).

### 7.4. La redevance eau

La redevance eau a été portée de 200 à 400 kg/ha parce que les parcelles étaient réhabilitées. Beaucoup de problèmes subsistent après le réaménagement. Les paysans trouvent que la redevance ne doit pas changer tant que le planage et l'irrigation ne donnent pas satisfaction. Les 400 kg/ha paraissent excessifs car, après l'année de réaménagement, les rendements chutent.

## 8. COMMERCIALISATION

### 8.1. Le blocage

Les contraintes de la commercialisation sont le transport et le non paiement des collectes.

Les produits restent longtemps au village sans être transportés. Les sacs ne peuvent plus faire assez de rotation, ce qui condamne les paysans au déficit pour la ristourne sacherie.

Le non paiement des volets de collecte entraine les paysans dans des transactions malsaines. Ils sont victimes des usuriers de toutes sortes.

### 8.2. Le pont-bascule

On sait que la petite bascule n'a pas la même sensibilité que le pont-bascule. Mais ce qui est troublant, c'est que les rentrées de paddy sont effectuées à partir des pesées du pont-bascule à Kolongo alors que des sorties se font à partir des petites bascules des magasins. Le paddy donné comme vivre au mois de septembre 1990 a été livré de cette façon. Cette pratique renforce la méfiance du paysan à l'égard du pont-bascule.

#### Pour conclure

L'encadrement de Kokry doit être mieux sélectionné. Il faut des agents expérimentés et motivés. L'environnement socio-sanitaire doit être amélioré.

Dans le cadre de la vulgarisation, une politique claire et assimilable par tous doit être dégagée. De plus en plus, un climat de confiance et de respect mutuel doit s'instaurer entre les paysans et l'encadrement grâce à une formation adéquate des agents en animation rurale.

Des parcelles rizicoles doivent être officiellement affectées aux agents pour éviter le jeu de la fiction qui consiste à exploiter au nom d'un parent. Ces champs serviront alors de parcelles de démonstration dans les villages.

La production de la semence R2 doit être transférée aux AV sous la supervision des agents de villages déjà formés à cet effet. Le Centre de Formation doit évaluer ses séances de formation, surtout le repiquage et corriger la pratique actuelle.

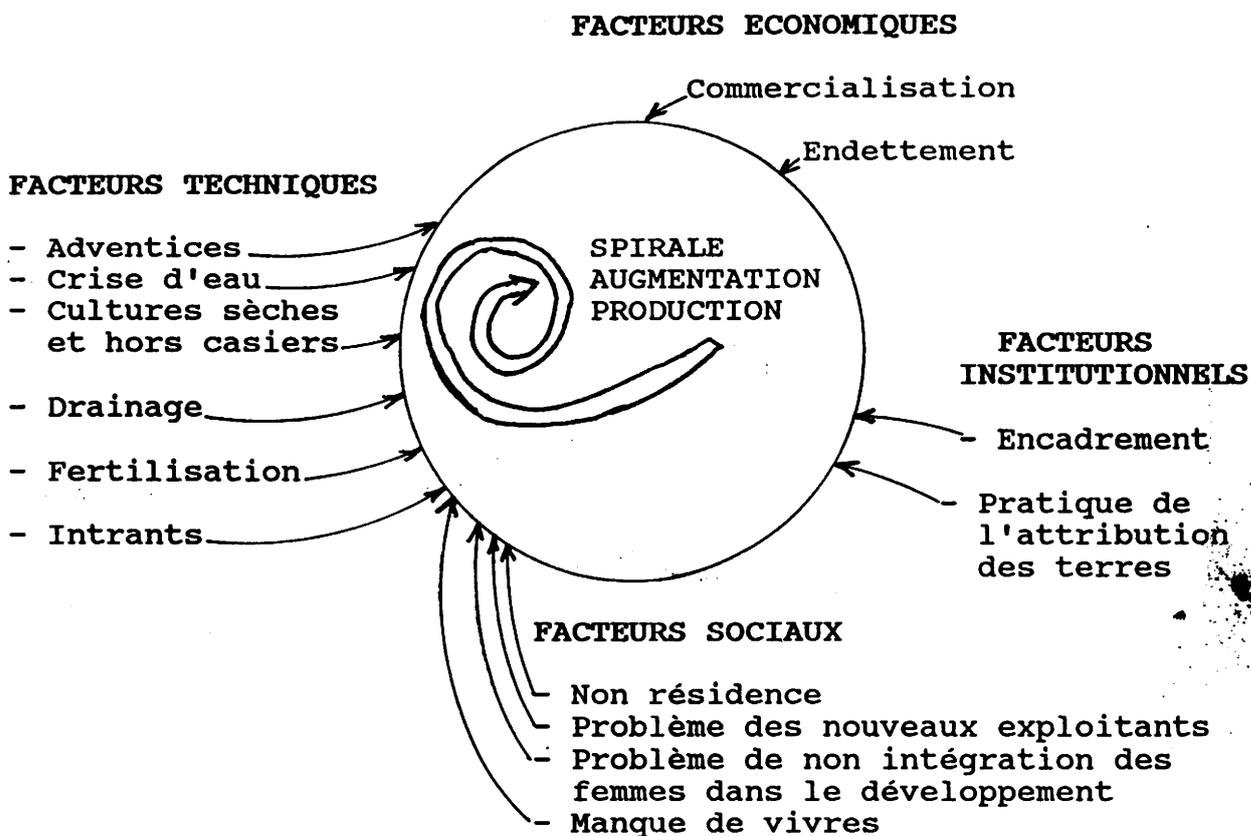
Une rencontre entre la coopérative des éleveurs de Macina et les paysans, sous les auspices de l'administration de l'Office du Niger, s'impose. Il faudra y associer aussi les responsables politiques.

La DRD doit être le maître d'oeuvre des essais sur le round-up.

## 9. CONCLUSIONS - RECOMMANDATIONS

Il ressort de ce qui vient d'être écrit que le blocage de l'ON est dû à un ensemble de raisons qui s'interfèrent. Pour des raisons de commodité de l'exposé, on peut les classer en raisons d'ordre technique, économique, social et institutionnel qui freinent comme suit la spirale de l'augmentation de la production:

Figure 3: Les facteurs de blocage de la production



La politique de l'Office du Niger peut, jusque très récemment, se résumer en deux mots: celle du riz et du sexe masculin, le terme de "travailleur homme" (TH) l'illustre éloquemment. La pratique paysanne est différente, c'est une stratégie combinant le riz à d'autres spéculations et à d'autres secteurs économiques mises en marche et gérées par les hommes et les femmes.

Dès que l'ON prône une politique de participation des paysans, il doit tenir compte de l'expérience et du savoir faire paysan fondé sur la diversification. Cette intégration devrait prendre en compte les domaines les moins aléatoires de sa production, par exemple le maraîchage et l'élevage. De ce fait, on prendra en compte, avec intérêt, l'économie féminine qui concerne 53 % de la population.

On réalisera cela partant d'une politique du crédit plus sélective. On s'inspirera de l'exemple de la CMDT où cette politique existe. Les lignes de crédits doivent être différenciées selon le pouvoir d'achat sans toutefois marginaliser les petits producteurs, la majorité.

Il y a déjà eu un pas dans le domaine du maraîchage mais celui-ci est timide vu que de nombreux villages restent sans terre, que les obstacles masculins se dressent devant cette politique non encore systématique et que surtout rien n'est fait pour l'évacuation et la commercialisation des produits. Dans ce domaine, il vaut mieux exploiter les capacités des villageois(es) (exemple: Kokry-Bozo), plutôt que l'ON se charge d'un tel travail.

Quant au secteur de l'élevage qui constitue le domaine de l'épargne par excellence, il convient de mettre en place un département chargé de sa promotion. On veillera à ne pas tomber dans le piège où le bétail, issu de la rizière (épargne), le détruit (prédations).

A Kokry, l'idée de la mise en valeur à l'ON reste toujours "techniciste". Il convient d'avoir une conception plus ouverte qui prône un vrai dialogue avec le paysan. Par exemple, on peut valablement leur transférer la production de la semence R2.

Les paysans des terres réaménagées n'ont pas assez de moyens pour investir et fructifier la terre, par conséquent les efforts du réaménagement ne sont pas récompensés. A y voir de près, l'ON fait réaménager ses terres qu'il loue aux paysans, or elles sont lessivées et en particulier dépourvues de phosphate. Vu son pouvoir d'achat, le paysan de Kokry est absolument incapable de restaurer le sol. Comme les terres sont celles de l'Etat, gérées par l'ON, il paraît logique que l'Entreprise et l'Etat élaborent une politique du phosphate pour promouvoir la production, comme c'est le cas dans plusieurs pays sahéliens, confrontés à des problèmes agronomiques similaires.

La formation de l'encadrement doit être complètement révisée et adaptée aux nouveaux objectifs de l'ON: le développement participatif. Or, d'après tout ce qui se pratique sur le terrain avec les agents et qui se prépare au Centre de Formation, tout porte à croire qu'on ne renonce pas au rôle dirigiste de l'encadrement et de la hiérarchie en général.